Enregistré à : RECETTE PRINCIPALE DE ST PIERRE
Le 13/01/2004 Bordereau n°2004/24 Case n°5
Enregistrement : Exonéré
Timbre : Exonéré
Total liquidé : zéro euro
Le Receveur principal
J.-C. HAMONET
Receveur Principal

Ext 113

STATUTS

Les soussignés :

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN
demeurant 23 rue Raphaël Douyère 97418 PLAINE DES CAFRES
né le 21 avril 1940 au TAMPON (Réunion)
de nationalité française
époux de Madame Chui Hin Marie Annie HUNG-KUNG-SOW avec laquelle il
le régime de la communauté légale le 10 juin 1971 à Port Louis

Monsieur Olivier CHONG FAH SHEN
demeurant 23 rue Raphaël Douyère 97418 PLAINE DES CAFRES
né le 9 mai 1974 à SAINT-PIERRE (Réunion)
de nationalité française
célibataire

Madame Florence CHONG FAH SHEN
demeurant 56 C, chemin Adam de Villiers 97430 LE TAMPON
née le 2 juin 1976 à SAINT-PIERRE (Réunion)
de nationalité française
épouse de Monsieur Patrice TIAFVOON UG-KI avec lequel elle est mariée sous le régime de la séparation de biens aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître Kate HO KIN, notaire à SAINT-LOUIS, préalablement à leur union du 8 août 2002 au Tampon

Ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société par actions simplifiée qu'ils ont décidé d'instituer.

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé par les soussignés sus-dénommés une société par actions simplifiée régie par :

- les dispositions des articles L. 227-1 à L. 227-20 et L. 244-1 à L. 244-4 du Code de commerce,

- dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions particulières aux sociétés par actions simplifiées, les dispositions relatives aux sociétés anonymes, à l'exception des articles L. 225-17 à L. 225-126 et L 225-243 du Code de commerce et les dispositions générales relatives à toute société des articles 1832 à 1844-17 du Code civil,

- les dispositions des présents statuts.

La société n'est pas et n'entend pas devenir une société réputée faire publiquement appel à l'épargne, conformément aux dispositions de l'article L.227-2 du Code de commerce.

Tout appel public à l'épargne lui est interdit.

Il est expressément précisé que la société peut, à tout moment au cours de la vie sociale, ne compter qu'un seul associé personne physique ou personne morale.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet en France et à l'étranger :

- L'acquisition et la gestion d'un portefeuille de participations, de droits sociaux et de toutes valeurs ou droits mobiliers ou immobiliers,

- La participation directe ou indirecte dans toutes opérations industrielles ou commerciales par voie de création de société nouvelles, apport, souscription ou achat de titres ou droits sociaux, fusion, prise en gestion, association en participation ou autrement ,

- L'activité de toutes prestations administratives, techniques ou commerciales ainsi que la réalisation d'études de toute nature au bénéfice tant des filiales de la société que de tous tiers.

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielle, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La société a pour dénomination sociale : A & E STRATEGIES.

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S.", et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du numéro d'identification SIREN et de la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle est immatriculée.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la société est fixé au 70 Route Nationale 3 97418 PLAINE DES CAFRES.

Il est situé dans le ressort du Tribunal de commerce de Saint-Pierre, lieu de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Le transfert du siège social, la création, le déplacement, la fermeture des succursales, agences et dépôts situés en tous lieux ou à l'étranger interviennent sur simple décision du président

sous réserve de ratification par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 6 – FORMATION DU CAPITAL

Les soussignés apportent à la société :

Apports en numéraire :

Il a été apporté en numéraire une somme de deux cents euros correspondant à vingt actions de numéraire d'une valeur nominale de dix euros chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 18 décembre 2003 par le Crédit Agricole, agence de Saint-Pierre, dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée la liste des associés ayant souscrit avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

Apports en nature :

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN apporte à la société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les biens ci-après désignés :

- un ensemble de titres sociaux et participations dont le détail figure dans le contrat d'apport qui demeurera annexé aux présents statuts.

L'évaluation des biens désignés ci-dessus a été faite au vu d'un rapport établi le 15 décembre 2003 par Monsieur Pierre Yves TESSIER, commissaire aux apports désigné aux termes d'une ordonnance rendue sur requête par Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de SAINT-PIERRE – chambre commerciale - en date du 11 décembre 2003, rapport déposé à l'adresse du siège social trois jours au moins avant la signature des statuts et dont un exemplaire demeurera annexé à chacun des originaux des présents statuts.

En rémunération de l'apport désigné ci-dessus et évalué à la somme totale d'un million sept cent six mille huit cent soixante dix euros (1 706 870 €), Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN, apporteur en nature, reçoit cent soixante dix mille six cent quatre vingt sept actions (170 687) de dix euros chacune, entièrement libérées.

3 - Total des apports :

Les apports en numéraire s'élèvent à.....	200 €
Les apports en nature s'élèvent à.....	1 706 670 €
Le montant total des apports s'élève à	1 706 870 €

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social de la société par actions simplifiée est fixé à la somme d'un million sept cent six mille huit cent soixante dix euros (1 706 870 €).

Il est divisé en cent soixante dix mille six cent quatre vingt sept (170 687) actions de dix euros chacune, toutes de même catégorie.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision des actionnaires prises dans les conditions de l'article 16 ci-après.

Les actionnaires peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation au capital de la société dans les conditions légales. Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions représentatives de versements en numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions représentatives de versements en numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque actionnaire.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Modalités de transmission

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la société tient à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société et signé par le cédant, son représentant légal ou son mandataire. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

Procédure d'agrément

Les cessions d'actions, sauf celles qui interviennent entre associés, descendants ou ascendants, sont soumises à la procédure d'agrément suivante. On entend par cession toute transmission d'actions à titre onéreux ou gratuit et notamment par voie d'apport.

La demande d'agrément doit être notifiée au Président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions, dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

Le président de la société doit, dans un délai de trois mois à compter de la réception de la notification du projet de cession, notifier, soit par acte extrajudiciaire soit par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'associé cédant la décision d'agrément ou de refus d'agrément. Cette décision est prise par décision collective des associés à l'unanimité.

En cas de démembrement d'actions, le droit de vote appartient à l'usufruitier lorsque le nu propriétaire projette de céder ses droits et au nu propriétaire dans le cas contraire.

A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé refusé.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée.

En cas de refus d'agrément, l'associé cédant doit, dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de refus d'agrément, indiquer à la société au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, s'il entend renoncer à son projet de cession.

A défaut d'exercice de ce droit de repentir, la société doit dans un délai de trois mois à compter de la notification de la décision de refus d'agrément :

- soit faire racheter les actions dont la cession était envisagée par un ou plusieurs autres associés ;
- soit procéder elle-même à ce rachat ; dans ce cas elle doit dans les six mois de ce rachat céder ces actions ou les annuler dans le cadre d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions de l'associé cédant est fixé d'un commun accord. En cas de désaccord, le prix de rachat est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Toute cession d'action effectuée en violation des présentes dispositions est nulle.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, au cours de la vie de la société, comme en cas de liquidation, ceci dans les conditions et modalités par ailleurs stipulées dans les présents statuts.

Tout associé dispose notamment des droits suivants à exercer dans les conditions et sous les éventuelles restrictions légales et réglementaires : droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital ou aux émissions d'obligations convertibles en actions, droit à l'information permanente ou préalable aux consultations collectives ou assemblées générales, droit de poser des questions écrites avant toute consultation collective ou, deux fois par an, sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation, droit de récuser les commissaires aux comptes.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales. Chaque action donne droit à une voix.

Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient à l'usufruitier dans toutes les décisions ordinaires et extraordinaires, sauf ce qui est précisé à l'article 11 ci-dessus en cas de cession d'actions démembrées. Même privé du droit de vote, le nu propriétaire a toujours le droit d'assister aux assemblées.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quelle qu'en soit le titulaire.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 13 - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE.

Président :

La société est représentée à l'égard des tiers par un président qui est soit une personne physique salariée ou non, associée ou non de la société, soit une personne morale associée ou non de la société.

La personne morale président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au président de la société par actions simplifiée.

Le président est nommé, renouvelé et remplacé par une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

La durée du mandat du président est fixée à six années prenant fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Le mandat du président est renouvelable sans limitation.

Le président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel au bénéfice ou au chiffre d'affaires. En outre, le président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification. Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la société.

Le président, personne physique, ou le représentant de la personne morale président, peut être également lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Les fonctions de président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du président démissionnaire.

La démission du président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

Le président est révocable à tout moment par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

La décision de révocation du président peut ne pas être motivée.

En outre, le président est révocable par le Tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Pouvoirs du président :

Dans les rapports avec les tiers, le président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans les limites de son objet social.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président dirige, gère et administre la société, notamment il :

- Etablit et arrête les documents de gestion prévisionnelle et rapports y afférents.

- Etablit et arrête les comptes annuels et le rapport de gestion à présenter à l'approbation de la collectivité des associés

- Prépare toutes les consultations de la collectivité des associés

Le président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

ARTICLE 14 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la société, son président ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code, doivent être portées à la connaissance du commissaire aux comptes dans le délai d'un mois du jour de sa conclusion.

Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

ARTICLE 15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est effectué par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires, nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les premiers commissaires aux comptes sont nommés aux termes des statuts à l'unanimité des associés fondateurs.

ARTICLE 16 - DECISIONS COLLECTIVES

Les opérations ci-après font l'objet d'une décision collective des actionnaires dans les conditions suivantes :

Décisions prises à l'unanimité

- Transformation de la société en société en nom collectif ou en société civile ;
- Adoption ou modification de clauses relatives à l'inaliénabilité des actions ;
- Modification de la clause d'agrément des cessions d'actions ;
- Agrément des cessionnaires d'actions ;

Décisions prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées

- Nomination, renouvellement et révocation du Président de la société ;

- Nomination et renouvellement des commissaires aux comptes ;
- Approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats.

Décisions prises à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées

- Extension ou modification de l'objet social ;
- Augmentation, amortissement ou réduction du capital social ;
- Opérations de fusion ou d'apport partiel d'actif ou de scission ;
- Prorogation de la durée de la société ;
- Dissolution de la société ;
- Transformation de la société en société d'une autre forme, à l'exception des deux formes de sociétés visées au premier alinéa du présent article,

Toute autre décision relève de la compétence du Président.

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix du président, soit en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation, soit par consultation par correspondance, soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seings privés. Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation.

Les consultations de la collectivité des associés sont provoquées par le Président.

Lorsque la consultation de la collectivité des associés est faite en assemblée générale, la convocation est faite par tous procédés de communication écrite quinze jours au moins avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Lorsque tous les associés sont représentés, l'assemblée générale se réunit valablement sur convocation verbale sans délai.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance.
A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Chaque associé peut se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers en vertu d'un pouvoir régulier.

Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.
Les décisions ordinaires sont celles qui ne modifient pas les statuts.
Les décisions extraordinaires sont seules à pouvoir modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elles ne peuvent, toutefois, augmenter les engagements des associés sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Les décisions collectives qualifiées d'ordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés représentés possèdent au moins le quart des actions ouvrant à droit de vote. Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

Les décisions collectives qualifiées d'extraordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés représentés possèdent au moins le tiers des actions ouvrant à droit de vote. Sur deuxième consultation le quorum du quart est requis.

En cas de consultation écrite, le Président doit adresser à chacun des associés par courrier recommandé avec accusé de réception, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés ;
- La date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de quinze jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Le défaut de réponse d'un associé dans un délai de huit jours vaut abstention totale.

En cas de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, le président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :
- L'identification des associés ayant voté ;
- Celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le président en adresse immédiatement un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite à chacun des associés. Les associés votent en retournant une copie au président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite.

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.
Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la société. Ils sont signés le jour même de la consultation par le président de séance.
Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.
Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 17 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2004.

ARTICLE 18 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Tous ces documents sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes de la société dans les conditions légales.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 19 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde est réparti entre les associés au prorata de leur participation dans le capital social.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient suite à celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 20 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires ou à défaut par le Président.

ARTICLE 21 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Il y aurait lieu à dissolution de la société, si la résolution soumise au vote des associés tendant à la poursuite des activités sociales, ne recevait pas l'approbation de la majorité des deux tiers des associés.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée au plus tard lors de la clôture du second exercice social suivant celui au cours duquel les pertes portant atteinte au capital ont été constatées.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Il n'y a pas lieu à dissolution ou à réduction de capital si, dans le délai ci-dessus précisé, les capitaux propres viennent à être reconstitués pour une valeur supérieure à la moitié du capital social.

ARTICLE 22 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision des associés délibérant collectivement dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.
Les associés qui prononcent la dissolution règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "Société en liquidation" ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la Société.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre eux en proportion de leur participation dans le capital social.

ARTICLE 23 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 24 - NOMINATION DU PRESIDENT

Les soussignés, ès qualités, nomment à l'unanimité, pour une durée de six années prenant fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat :

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN
Demeurant 23 rue Raphaël Douyère 97418 PLAINE DES CAFRES

Le président ainsi nommé accepte les fonctions qui lui sont confiées et déclare, en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 25 - NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les soussignés, ès qualités, nomment à l'unanimité, pour une durée de six exercices, leurs fonctions expirant à l'issue de la consultation de la collectivité des associés appelée à délibérer sur les comptes sociaux du sixième exercice clos :

En qualité de commissaire aux comptes titulaire :

La société dénommée EXA ERNST & YOUNG,
Ayant son siège social 4, rue Monseigneur Mondon 97400 SAINT-DENIS,
Société de commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie des Commissaires aux Comptes près la Cour d'Appel de SAINT-DENIS (Réunion).

En qualité de commissaire aux comptes suppléant :

Monsieur Pierre NATIVEL,
Domicilié 4, rue Monseigneur Mondon 97400 SAINT-DENIS,
Commissaire aux comptes inscrit à la Compagnie des Commissaires aux Comptes près la Cour d'Appel de SAINT-DENIS (Réunion).

ARTICLE 26 - POUVOIR

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer l'ensemble des formalités légales relatives à la constitution de la société et notamment :
- Procéder à l'enregistrement des statuts auprès de la Recette des impôts compétente ;
- Signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- Procéder à toutes déclarations auprès du Centre de Formalités des Entreprises compétent ;
- Effectuer toutes formalités en vue de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés ;

- A cet effet, signer tous actes et pièces, acquitter tous droits et frais, et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire afin de donner à la société présentement constituée son existence légale en accomplissant toutes autres formalités prescrites par la loi.

ARTICLE 27 - FRAIS

A compter de l'immatriculation, tous les frais relatifs à la constitution seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans le délai de cinq ans.

Fait en autant d'exemplaires que requis par la loi
A la Plaine des Cafres,
Le 29.12.03

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN

Madame Florence CHONG FAH SHEN

Monsieur Olivier CHONG FAH SHEN

Enregistré à : RECETTE PRINCIPALE DE ST PIERRE
Le 13/01/2004 Bordereau n°2004/24 Case n°4
Enregistrement : Exonéré
Timbre : Exonéré
Total liquidé : zéro euro
Le Receveur principal
J.-C. HAMON
Receveur Principal

Ext 112

CONTRAT D'APPORT

APPORTS DE TITRES SOCIAUX

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN
demeurant 23 rue Raphaël Douyère 97418 PLAINE DES CAFRES
né le 21 avril 1940 au TAMPON (Réunion)
de nationalité française
époux de Madame Chui Hin Marie Annie HUNG-KUNG-SOW avec laquelle :
le régime de la communauté légale le 10 juin 1971 à Port Louis
et Madame Chui Hin Marie Annie HUNG-KUNG-SOW, son épouse

Ci-après dénommé "l'Apporteur"
D'une part,

ET

La Société A & E STRATEGIES, société par actions simplifiée au capital de 1 706 870 euros dont le siège social est fixé 70 Route Nationale 3 97418 PLAINE DES CAFRES, en cours de formation, représentée par ses fondateurs, Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN, Madame Florence CHONG FAH SHEN et Monsieur Olivier CHONG FAH SHEN

Ci-après dénommée "la société bénéficiaire"
D'autre part,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire de titres de participation et titres sociaux dont la désignation suit :

1 – Titres SORESUM

Monsieur Anselme est propriétaire de deux mille deux cent quarante (2 240) parts sociales numérotées de 2 961 à 5200 représentant 18,67 % du capital de la société dénommée "Société Réunionnaise de Supermarchés" "SORESUM" dont le siège social est au TAMPON, rue Bazeilles, société à responsabilité limitée au capital de cent quatre vingt douze mille euros (192 000 €) divisé en douze mille (12 000) parts sociales de seize euros chacune (16 €) chacune immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAINT-PIERRE sous le numéro B 322 359 571.

Cette société a pour objet social l'exploitation de tous fonds de commerce de libre service.

Origine de propriété :

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire de 2 240 parts sociales de la société SORESUM qui lui ont été attribuées :

* lors de la souscription à la création de la société en date du 21 mai 1981 à concurrence de 640 parts de 100 francs nominal,
* lors de l'assemblée générale extraordinaire en date du 27 juin 1987 par augmentation du capital social par incorporation de réserves et création de parts sociales nouvelles qui lui ont été attribuées gratuitement,
* lors de l'assemblée générale extraordinaire en date du 1er décembre 2001 qui a converti le capital social en euros et fixé la valeur nominale de chaque part sociale à 16 € chacune.
* aux termes d'un acte notarié reçu par Maître Jean François ETHEVE, notaire à SAINT-PIERRE, en date du 7 décembre 2001, Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN a fait donation à sa fille Florence de 760 parts sociales portant les numéros 2201 à 2960

2 – Titres SORESUM DISTRIBUTION

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire de vingt cinq (25) parts sociales numérotées de 376 à 400 représentant 5,26 % du capital de la société dénommée "SORESUM DISTRIBUTION", dont le siège social est 165, rue Hubert Delisle 97430 LE TAMPON, société à responsabilité limitée au capital de huit mille euros (8 000 €) divisé en cinq cents (500) parts sociales de seize euros (16 €) valeur nominale chacune, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAINT-PIERRE sous le numéro B 408 814 499.

Cette société a pour objet social la création, l'acquisition, l'exploitation sous toutes ses formes de tous fonds de commerce ayant trait à la distribution.

Origine de propriété :

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire des 25 parts sociales de la société SORESUM DISTRIBUTION pour les avoir acquises de la société SORESUM.

3 – Titres SODHYNOR

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire de dix parts (10) parts sociales numérotées de 91 à 100 représentant 0,07 % du capital de la société dénommée "SOCIETE D'HYPERMARCHES DU NORD" dont le siège social est 2, avenue de Lattre de Tassigny Le Butor 97400 SAINT-DENIS, société à responsabilité limitée au capital de deux cent vingt huit mille six cent soixante treize euros et cinquante trois centimes (228 673,53 euros) divisé en quinze mille (15 000) parts sociales de 15,24 euros de valeur nominale chacune, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAINT-DENIS sous le numéro B 381 928 159.

Cette société a pour objet social la création, l'exploitation d'un hypermarché, commerce de détail de tous objets articles et denrées en l'état ou après transformation ou préparation.

Origine de propriété :

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire des 10 parts sociales de la société "SODHYNORD" qui lui ont été attribuées lors de sa souscription à la création de la société en date du 6 mai 1991.

4 – Titres ESCALE SERVICES

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire de mille (1 000) parts sociales numérotées de 9001 à 10 000, représentant 7,69 % du capital de la société dénommée "ESCALE SERVICES" dont le siège social est 4, rue des Cardamones 97432 RAVINE DES CABRIS, société à responsabilité limitée au capital de deux cent vingt deux mille neuf cent cinquante euros (222 950 €) divisé en treize mille (13 000) parts sociales de 17,15 euros de valeur nominale chacune, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAINT-PIERRE sous le numéro B 348 682 071.

Cette société a pour objet social l'exploitation de tous fonds de commerce lié à la distribution.

Origine de propriété :

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire de mille parts sociales de la société "ESCALE SERVICES" qui lui ont été attribuées lors de sa souscription à la constitution de la société le 19 septembre 1988 et à la souscription aux augmentations du capital social.

5 – Titres SODIS

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire de cent vingt cinq (125) parts sociales, représentant 25 % du capital de la société dénommée "SOCIETE MODERNE DE DISTRIBUTION" en abrégé SODIS dont le siège social est 70, route nationale 23è Km 97418 LA PLAINE DES CAFRES, société à responsabilité limitée au capital de huit mille euros (8 000 €) divisé en cinq cents (500) parts sociales de 16 euros de valeur nominale chacune, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAINT-PIERRE sous le numéro B 324 446 632.

Cette société a pour objet principal dans le département de la Réunion, l'exploitation et la prise en location gérance de tous fonds de commerce de libre service.

Origine de propriété :

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire des cent vingt cinq (125) parts sociales de la société "SODIS" qui lui ont été attribuées lors de sa souscription à la création de la société et pour faire suite à l'assemblée générale extraordinaire du 1er décembre 2001 augmentant le capital social par incorporation de réserves et arrondi à l'euro.

6 – Titres SORETOLE

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire de trois mille cinq cents (3 500) actions, représentant 4,83 % du capital de la société dénommée "SOCIETE REUNIONNAISE DE TOLE" en abrégé SORETOLE dont le siège social est 28, rue Benoîte Boulard Zone Industrielle n° 2 97410 SAINT-PIERRE, société par actions simplifiée au capital de 1 160 000 euros divisé en soixante douze mille cinq cent (72 500) actions de 16 euros de valeur nominale chacune, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAINT-PIERRE sous le numéro B 339 652 018.

Cette société a pour objet principal la fabrication, la transformation, le profilage de toutes tôles, aciers et autres matériaux équivalents.

Origine de propriété :

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire des trois mille cinq cent (3 500) actions de la société "SORETOLE" qui lui ont été attribuées lors de sa souscription à la création de la société en date du 21 octobre 1986 et suite à diverses augmentations du capital social, la dernière ayant eu lieu le 31 décembre 2001.

Une attestation d'inscription en compte nominatif d'actionnaires est jointe en annexe des présentes.

7 – Titres BATITOLE REUNION

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire de trois cent soixante quinze (375) parts sociales numérotées de 376 à 500 et de 1251 à 1500, représentant 25 % du capital de la société dénommée "BATITOLE REUNION" dont le siège social est 165, rue Hubert Delisle 97430 LE TAMPON, société à responsabilité limitée au capital de vingt quatre mille euros (24 000 €) divisé en mille cinq cent parts sociales de 16 euros de valeur nominale chacune, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAINT-PIERRE sous le numéro B 339 853 749.

Cette société a pour objet principal la fabrication, le profilage, l'achat, la commercialisation, la vente de tous tôles et aciers, la création et l'exploitation de toutes entreprises de bâtiments et travaux publics.

Origine de propriété :

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire de 375 parts sociales de la société "BATITOLE REUNION" qui lui ont été attribuées :

- lors de sa souscription à la constitution de la société en date du 11 décembre 1986, à concurrence de 125 parts sociales,
- lors de sa souscription à une augmentation du capital social en date du 25 octobre 1989 à concurrence de 250 parts sociales,
- et pour faire suite à une assemblée générale extraordinaire en date du 1er décembre 2001 qui a augmenté le capital social par incorporation de réserves et converti le capital social en euros.

8 – Titres AVIFERME

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire de dix mille (10 000) parts sociales numérotées de 501 à 2000 et de 9501 à 18000, représentant 50 % du capital de la société dénommée "AVIFERME" dont le siège social est 23ème km 97418 LA PLAINE DES CAFRES, société à responsabilité limitée au capital de trois cent vingt mille euros (320 000 €) divisé en vingt mille parts sociales de 16 euros de valeur nominale chacune, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAINT-PIERRE sous le numéro B 319 429 098.

Cette société a pour objet principal l'aviculture utilitaire, la location de matériels, la fabrication et la vente d'aliments destinés au bétail.

Origine de propriété :

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire de dix mille (10 000) parts sociales de la société "AVIFERME" qui lui ont été attribuées :

- lors de sa souscription à la création de la société en date du 13 août 1987 à concurrence de 500 parts sociales,
- lors de sa souscription à une augmentation du capital social en numéraire en date du 30 novembre 1983 à concurrence de 1000 parts sociales,
- lors de sa souscription à une augmentation du capital social en numéraire en date du 27 août 1987 et par incorporation de réserves et création de 8500 parts sociales.

9 – Titres AVICO

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire de huit cents (800) parts sociales numérotées de 1 à 800, représentant 40 % du capital de la société dénommée "AVICO" dont le siège social est 72 route nationale 3 97418 LA PLAINE DES CAFRES, société à responsabilité limitée au capital de trente mille quatre cent quatre vingt neuf euros et quatre vingt centimes (30 489,80 €) divisé en deux mille parts sociales de 15,24 euros de valeur nominale chacune, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAINT-PIERRE sous le numéro B 424 240 208.

Cette société a pour objet principal l'aviculture utilitaire, la location de matériels, la fabrication et la vente d'aliments destinés au bétail, l'importation de matières premières.

Origine de propriété :

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire des huit cents (800) parts sociales de la société "AVICO" qui lui ont été attribuées lors de sa souscription à la création de la société en date du 6 août 1999.

10 – Titres HOTEL DES PALMES

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire de deux cent cinquante (250) parts sociales numérotées de 7251 à 7500 représentant 1,37 % du capital de la société dénommée "HOTEL DES PALMES" dont le siège social est 205, rue du Général de Gaulle 97434 SAINT-GILLES-LES-BAINS, société à responsabilité limitée au capital de deux cent quatre vingt douze mille euros (292 000 €) divisé en dix huit mille deux cent cinquante (18 250) parts sociales de 16 euros de valeur nominale chacune, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAINT-DENIS sous le numéro B 348 720 277.

Cette société a pour objet principal la création, l'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance de tous commerces, hôtels, bars, débits de boissons, restaurants ainsi que tous établissements ouverts au public et dans lesquels se débitent les objets de consommation.

Origine de propriété :

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire des deux cent cinquante parts sociales (250) de la société "HOTEL DES PALMES" qui lui ont été attribuées lors de sa souscription à la création de la société en date du 19 septembre 1988.

11 – Titres CHOLDING

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire de cent trente (130) parts sociales numérotées de 1 à 130 représentant 26,05 % du capital de la société dénommée "CHOLDING" dont le siège social est 165, rue Hubert Delisle 97430 LE TAMPON, société à responsabilité limitée au capital de huit mille euros (8 000 €) divisé en cinq cents (500) parts sociales de 16 euros de valeur nominale chacune, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de SAINT-PIERRE sous le numéro B 383 921 756.

Cette société a pour objet principal la participation sous toutes ses formes à tout groupement, à toutes sociétés commerciales ou civiles, quelle qu'en soit la forme.

Origine de propriété :

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN est propriétaire des cent trente parts sociales (130) parts sociales de la société "CHOLDING " qui lui ont été attribuées, lors de sa souscription à la création de la société en date du 9 décembre 1991 et pour faire suite à l'assemblée générale extraordinaire du 1er décembre 2001 augmentant le capital social par incorporation de réserves et arrondi à l'euro.

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

APPORT

Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN apporte à la Société A & E STRATEGIES sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société par Madame Florence CHONG FAH SHEN et Monsieur Olivier CHONG FAH SHEN en qualité de co-fondateurs, les participations et titres sociaux suivants dont il est propriétaire et dont la désignation vient d'être exposée :

* deux mille deux cent quarante (2 240) parts sociales de la société SORESUM
évaluées à trois cent neuf mille cent vingt euros, ci ..... 309 120 €

* vingt cinq (25) parts sociales de la société SORESUM DISTRIBUTION,
évaluées à vingt quatre mille huit cent cinquante euros, ci ..... 24 850 €

* dix (10) parts sociales de la société SODHYNOR,
évaluées à deux cents euros, ci ..... 200 €

* mille (1 000) parts sociales de la société ESCALE SERVICES,
évaluées à dix mille euros, ci ..... 10 000 €

* cent vingt cinq (125) parts sociales de la société SODIS,
évaluées à douze mille cinq cent euros, ci ..... 12 500 €

* trois mille cinq cents (3 500) actions de la société SORETOLE,
évaluées à deux cent quatre vingt mille euros, ci ..... 280 000 €

* trois cent soixante quinze (375) parts sociales de la société BATITOLE REUNION,
évaluées à six mille euros, ci ..... 6 000 €

* dix mille (10 000) parts sociales de la société AVIFERME,
évaluées à un million d'euros, ci ..... 1 000 000 €

* huit cents (800) parts sociales de la société AVICO,
évaluées à seize mille euros, ci ..... 16 000 €

* deux cent cinquante (250) parts sociales de la société HOTEL DES PALMES,
évaluées à deux mille cinq cent euros, ci ..... 2 500 €

* cent trente (130) parts sociales de la société CHOLDING,
évaluées à quarante cinq mille cinq cent euros, ci ..... 45 500 €

Soit un total d'actif apporté
d'un million sept cent six mille six cent soixante dix euros ..... 1 706 670 €

VALORISATION DES APPORTS

Les titres sociaux et participations ont été évaluées à partir de l'actif net réévalué de chacune des sociétés.

Le présent apport est établi net de tout passif.

PROPRIETE – JOUISSANCE

La Société par actions simplifiée A & E STRATEGIES aura la propriété et la jouissance des participations et titres sociaux apportés à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

REMUNERATION DE L'APPORT

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné évalué à un million sept cent six mille six cent soixante dix euros (1 706 670 €), il est attribué à Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN, cent soixante dix mille six cent soixante sept (170 667) actions de dix euros chacune, entièrement libérées.

Ces actions seront négociables dès l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

VERIFICATION ET APPROBATION DE L'APPORT

L'apport ne deviendra définitif qu'après l'établissement d'un rapport d'un ou plusieurs commissaires aux apports contenant l'appréciation de la valeur dudit apport et des avantages particuliers éventuels.

La réalisation de cette condition devra intervenir au plus tard le 31 décembre 2003 ; à défaut, le présent acte sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

DECLARATIONS

L'apporteur déclare :

- que les titres sociaux apportés ne sont grevés d'aucun privilège ou nantissement, et s'engage, au cas où ils s'en révéleraient, à en rapporter quittance et mainlevée dans le délai de six mois de l'apport.

- que rien dans sa situation juridique ne s'oppose à la libre disposition des titres sociaux apportés et à leur jouissance par la société bénéficiaire.

- que les titres sociaux apportés constituent des biens faisant partie de la communauté existant entre Madame Chui Hin Marie Annie HUNG-KUNG-SOW et lui-même.

- que son conjoint commun en biens a été informé du présent apport des titres sociaux par lettre du 8 décembre 2003 (ci-joint copie) et a donné son consentement pour que ces titres sociaux soient apportés à la société A & E STRATEGIES (attestation du 17.12.03).

AGREMENT EN QUALITE DE NOUVEL ACTIONNAIRE

L'apporteur déclare que la société A & E STRATEGIES en cours de formation a été agréée en qualité de nouvel actionnaire ou de nouvel associé des onze sociétés ci-dessus concernées préalablement au présent acte.

DECLARATIONS FISCALES

Le présent apport, net de tout passif, est exonéré de droits d'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 810 bis du Code Général des Impôts.

Les fondateurs déclarent en outre que la société A & E STRATEGIES est soumise à l'impôt sur les sociétés.

Le présent apport étant effectué à une société soumise à l'impôt sur les sociétés, Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN déclare opter en tant que besoin pour les dispositions de l'article 150 – O - B du Code Général des Impôts. La plus value résultant de la présente opération bénéficiera d'un sursis d'imposition.

ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour toute difficulté pouvant survenir au sujet du présent acte et de ses suites, les parties attribuent compétence exclusive au Tribunal de commerce du siège de la société bénéficiaire.

SIGNIFICATION

Dès la réalisation définitive des présentes, le présent contrat d'apport fera l'objet d'un dépôt au siège social de chacune des sociétés concernées contre remise d'une attestation par la gérance ou la présidence.

FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge de la société bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les soussignés élisent domicile à leur adresse et siège social respectifs indiqués en tête des présentes.

POUVOIRS

Tous pouvoirs sont conférés dès à présent aux porteurs d'originaux, de copies ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive des apports pour l'accomplissement des formalités légales.

Fait à la Plaine des Cafres,
Le 11 décembre 2003

L'apporteur
Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN

Pour la Société bénéficiaire A & E STRATEGIES
Monsieur Anselme CHONG FAH SHEN

Madame Florence CHONG FAH SHEN

Monsieur Olivier CHONG FAH SHEN

Pierre-Yves TESSIER
Commissaire aux Comptes

APPORT EN NATURE
EFFECTUE PAR M. Anselme CHONG FAH SHEN
A LA SOCIETE A & E STRATEGIES SAS

□□□□□□□□□□□

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

4 rue Monseigneur Mondon - BP 830 - 97476 SAINT DENIS CEDEX- Tél. :02 62 30 41 00 - fax : 02 62 30 27 96
Membre d'une Association Agréée. Le règlement des honoraires par chèque est accepté.

A & E STRATEGIES

S.A.S EN FORMATION

SIEGE SOCIAL : 70, Route Nationale 3 – 97418 PLAINE DES CAFRES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui m'a a été confiée en date du 11 Décembre 2003, par ordonnance de Monsieur Le Président du Tribunal de Commerce de Saint-Pierre, j'ai établi le présent rapport prévu par l'article 225-14 du code de commerce sur l'appréciation de la valeur des apports devant être effectués par Mr Anselme CHONG FAH SHEN à la SAS A&E STRATEGIES, société en voie de formation dont le capital social sera de un million sept cent six mille huit cent soixante dix euros (1 706 870 €) et le siège social fixé au 70, Route Nationale 3 à la Plaine des Cafres.

La nature et la valeur des apports en nature effectués au profit de la société ont été arrêtées dans un contrat d'apport signé le 11 Décembre 2003 et annexé dans le projet de statuts.

Il m'appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. A cet effet, j'ai effectué nos diligences selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicables à cette mission ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports.

1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

L'apport en nature envisagé est constitué de l'ensemble des titres détenus en nom propre par Mr Anselme CHONG FAH SHEN dans les sociétés énumérées ci-après au profit de la S.A.S A&E STRATEGIES, société en formation.

En contrepartie de l'apport de un million sept cent six mille six cent soixante dix euros (1.706.670 €), il sera attribué à l'apporteur cent soixante dix mille six cent quatre vingt sept actions (170 687 actions) de la société A&E STRATEGIES, d'une valeur nominale de dix euros chacune.

2. NATURE & EVALUATION DES APPORTS

1- Nature

Nom de la société	***Forme juridique***	***Activité principale***	***Valeur d'apport***
SORESUM Holding	SARL	Holding groupe CFS	309 120 €
SORESUM Distribution	SARL	CHAMPION Tampon	24 850 €
SODHYNOR	SARL	CHAMPION St Denis	200 €
ESCALE SERCICE	SARL	LEADER PRICE Ravine des Cabris	10 000 €
SODIS	SARL	LEADER PRICE Plaine des cafres	12 500 €
SORETOLE	SAS	Production industrielle de tôles & Profilés	280 000 €
BATITOLE	SARL	BTP	6 000 €
AVIFERME	SARL	Ferme Agricole	1 000 000 €
AVICO	SARL	Ferme Agricole	16 000 €
SOGID	SARL	Gestion de l'Hôtel des Palmes à St Gilles	2 500 €
CHOLDING	SARL	Société financière du groupe	45 500 €
		TOTAL des apports	**1 706 670 €**

2- Méthode d'évaluation

Les titres sociaux et participations ont été évalués à partir de l'actif net corrigé de chacune des sociétés.

3. DILIGENCES & APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

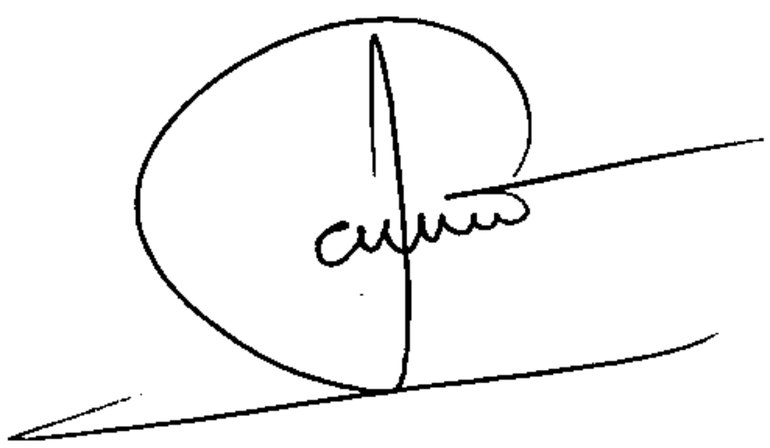
S'agissant des valeurs d'apport proposées dans le traité d'apport, mes diligences ont consisté :

- à contrôler l'existence des actifs apportés,
- à analyser les méthodes de valorisation et leur correcte application aux actifs apportés,
- à analyser la valeur des apports pris dans leur ensemble.
- à apprécier l'incidence éventuelle d'éléments susceptibles d'en affecter la propriété.

Sur la base de mes travaux, je conclue que la valeur des apports s'élevant à 1 706 670 euros n'est pas surévaluée et, en conséquence, est au moins égale à la valeur au nominal des actions à émettre.

Fait à Saint-Denis, le 16 Décembre 2003

Le commissaire aux apports :



Pierre-Yves TESSIER